



Epack 3

# Proposition d'affaire nouvelle

## Responsabilité civile des médias, Responsabilité professionnelle et technologie, Cyberrisques

---

### Comment remplir la présente proposition

Vous pouvez remplir le présent document PDF directement à l'écran.

Veuillez répondre en entier à toutes les questions. Au besoin, comme il est indiqué dans les questions ci-dessous, veuillez fournir des renseignements supplémentaires dans un document séparé arborant l'en-tête de votre entreprise et joignez-le à la présente proposition.

Une fois la proposition dûment remplie, un représentant autorisé du proposant doit y inscrire la date et y apposer sa signature.

### AVIS

Veuillez prendre note que l'assurance visée par la présente proposition prévoit que les montants des frais et des coûts de défense engagés réduisent le montant de garantie disponible de la police et peuvent l'épuiser complètement. CNA n'assume aucune responsabilité à l'égard des frais ou coûts de défense engagés, des règlements effectués ou des jugements accordés après l'épuisement de ce montant de garantie. Veuillez également prendre note que le montant des frais et coûts de défense engagés sera appliqué à la rétention applicable. Le présent avis est assujéti aux dispositions du Code civil du Québec lorsqu'elles s'appliquent à la police établie.

Le fait de fournir des renseignements au sujet d'une réclamation, d'une réclamation éventuelle, de dommages subis par l'assuré ou de dommages éventuels subis par l'assuré en réponse à toute question formulée dans la présente proposition n'a pas pour effet de créer une assurance couvrant cette réclamation, cette réclamation éventuelle, ces dommages subis par l'assuré ou ces dommages éventuels subis par l'assuré. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle une réclamation présentée contre lui ou des dommages subis par l'assuré découverts pour la première fois pendant la période d'assurance courante ou de déclarer un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptible de donner lieu à une réclamation ou à des dommages subis par l'assuré, avant l'expiration de la police actuelle, peut créer une lacune en matière d'assurance.

À noter que la présentation d'une proposition dûment remplie et signée n'oblige par un proposant à souscrire l'assurance ni la compagnie d'assurance à accorder l'assurance.

**I. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROPOSANT (Applicables à toutes les garanties)**

Le proposant à désigner au point 1 des Conditions particulières (l'« Assuré désigné ») : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Province : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Site(s) Web : \_\_\_\_\_ Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

a. Date de création du proposant : \_\_\_\_\_

b. Structure de propriété :  Fermée  Ouverte  Sans but lucratif  Gouvernementale

c. Type d'entreprise :  Société par actions  Société de personnes  Coentreprise  SARL Autre : \_\_\_\_\_

d. Nombre d'employés : \_\_\_\_\_

e. Cherchez-vous à obtenir une assurance pour d'autres « Assurés désignés » ou filiales, sociétés affiliées ou autres entités connexes ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez joindre des renseignements détaillés.

f. Le proposant est-il détenu ou contrôlé en tout ou en partie par une autre entité ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez indiquer le nom, la date de création, le lieu et le degré de contrôle de chacune de ces entités :

\_\_\_\_\_

g. Le proposant possède-t-il, contrôle-t-il, gère-t-il ou exploite-t-il, en tout ou en partie, une autre entité qui n'a pas été précédemment nommée dans la présente proposition ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions :

\_\_\_\_\_

h. Région ou territoire d'exploitation :  Local(e)  Régional(e)  National(e)  International(e)

i. Quelle est la nature des activités du proposant ? \_\_\_\_\_

**II. GARANTIES DEMANDÉES**

Garantie	Montant de garantie	Rétention	Date relative aux procédures antérieures ou en instance
Cyberrisques	\$ _____	\$ _____	_____
Responsabilité civile des médias	\$ _____	\$ _____	_____
Responsabilité professionnelle et technologie	\$ _____	\$ _____	_____

**III. RENSEIGNEMENTS SUR L'ASSURANCE ARRIVANT À ÉCHÉANCE (Applicables à toutes les garanties)**

1. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous au sujet des garanties que vous détenez déjà :

Garantie	Montant	Rétention	Date de rétroactivité	Prime	Assureur	Date d'expiration
Cyberrisques	\$ _____	\$ _____	_____	\$ _____	_____	_____
Responsabilité civile des médias	\$ _____	\$ _____	_____	\$ _____	_____	_____
Responsabilité professionnelle et technologie	\$ _____	\$ _____	_____	\$ _____	_____	_____

2. L'assureur de l'une des garanties énumérées ci-dessus a-t-il indiqué son intention de ne pas renouveler cette garantie ?  Oui  Non

**IV. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Veuillez indiquer si le proposant ou l'une de ses filiales a réalisé l'une des opérations suivantes au cours des 18 derniers mois ou prévoit en réaliser une au cours des 12 prochains mois :

- a. Fusion, consolidation, acquisition ou dessaisissement ?  Oui  Non
- b. Changement important au chapitre de la nature ou de la taille des activités ?  Oui  Non
- c. Dépôt de bilan ou réorganisation ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé :

---

**V. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**

1. Veuillez indiquer le chiffre d'affaires brut du proposant

Exercice précédent	Exercice courant	Prévisions
\$ _____	\$ _____	\$ _____

2. Veuillez indiquer le pourcentage du chiffre d'affaires du proposant réalisé au Canada comparativement au pourcentage réalisé à l'extérieur du Canada :

Canada : \_\_\_\_\_ % Étranger : \_\_\_\_\_ %

**VI. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÉCLAMATIONS**

1. Est-ce qu'un avis de réclamation, d'éventuelle réclamation, de dommages subis par l'assuré (y compris, sans s'y limiter, une atteinte à la sécurité des données, une atteinte à la sécurité, une extorsion de fonds ou la publication, la perte ou la divulgation de renseignements permettant d'identifier une personne dont le proposant a la charge, la garde ou le contrôle, ou un accès non autorisé à des renseignements de cette nature) ou de dommages éventuels subis par l'assuré a été transmis à un assureur aux termes de l'une des garanties demandées par le proposant ?  Oui  Non

2. Au cours des trois dernières années, est-ce que le proposant, une filiale ou une personne liée à ces entités pour qui la présente assurance est demandée (« Assurés proposés ») a été mis en cause ou impliqué dans le cadre d'une réclamation, d'une demande écrite, d'un avis, d'une procédure, d'un litige ou d'une enquête alléguant ce qui suit :
- a. Une infraction à une loi ou à un règlement sur la protection des renseignements personnels ou sur la sécurité des données ?  Oui  Non
  - b. Une atteinte à la vie privée, une usurpation d'identité, une attaque par déni de service, une infection par un virus informatique, un vol de renseignements, des dommages aux réseaux de tiers ou une incapacité des utilisateurs autorisés du proposant ou de la filiale à accéder au réseau du proposant ou de la filiale ?  Oui  Non
  - c. Une perte d'argent, de valeurs mobilières ou de biens attribuable à une ingénierie sociale, à une fraude ou à un autre acte criminel ?  Oui  Non
  - d. Un acte, une erreur, une omission, une négligence, un manquement au devoir ou une atteinte à des renseignements personnels ou exclusifs découlant de la prestation ou de la non-prestation de services professionnels ou de services technologiques ?  Oui  Non
  - e. Un acte, une erreur, une omission, une négligence, un manquement au devoir ou une atteinte à des renseignements personnels ou exclusifs donnant lieu à l'incapacité d'un produit à remplir la fonction pour laquelle il a été conçu ?  Oui  Non
  - f. Une diffamation, un dénigrement, une atteinte au droit à la vie privée ou à la publicité, une entrée ou une expulsion illicite, une arrestation arbitraire, une atteinte à la propriété intellectuelle, l'infliction d'une détresse émotionnelle, une concurrence déloyale ou une intrusion abusive, lors de la collecte ou de la diffusion de tout contenu ?  Oui  Non
3. Au cours des trois dernières années, un Assuré proposé a-t-il fait l'objet d'une demande, d'une enquête ou d'une mesure disciplinaire de la part d'un organisme ou d'une association de réglementation ou d'administration ?  Oui  Non
4. Au cours des trois dernières années, un Assuré proposé a-t-il été informé de dommages éventuels subis par l'assuré (y compris, sans s'y limiter, une atteinte à la protection des données, une atteinte à la sécurité, une extorsion de fonds, ou la publication, la perte ou la divulgation de renseignements permettant d'identifier une personne dont le proposant a la charge, la garde ou le contrôle, ou un accès non autorisé à des renseignements de cette nature,), que ceux-ci aient été ou non déclarés à un assureur antérieur ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions formulées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, veuillez fournir des précisions, notamment en ce qui concerne la date, le type de réclamation présentée ou de dommages subis par l'assuré, les allégations soulevées, l'état actuel, les frais de défense engagés ainsi que le montant de tout jugement ou règlement. (Si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

## VII. PARTIE D'ASSURANCE DES CYBERRISQUES

(À remplir uniquement si le proposant demande l'assurance des Cyberrisques)

### A. Renseignements sensibles

1. Veuillez indiquer tous les renseignements sensibles que possède le proposant sur les employés ou les clients :

Type de renseignements	Nombre estimé de dossiers	Ces renseignements sont-ils chiffrés au repos ?	Ces renseignements sont-ils chiffrés en mouvement ?
Numéro d'assurance sociale	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Numéro de permis de conduire	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet

Numéro de compte financier	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Numéro de compte de carte de crédit	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Renseignements personnels sur la santé	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Données biométriques	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Secrets commerciaux d'un tiers	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Propriété intellectuelle d'un tiers	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Renseignements financiers d'entreprise d'un tiers	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet
Total	_____	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Sans objet

2. Les données évoquées à la question 1 ci-dessus font-elles l'objet d'une séparation ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, quelle est la plus grande quantité de renseignements conservés au même endroit ?

---

3. Parmi les renseignements mentionnés à la question 1 ci-dessus, est-ce que certains sont stockés sur des appareils mobiles (par exemple; ordinateurs portables, tablettes, téléphones portables, etc.) ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, ces renseignements sont-ils chiffrés au repos ou en mouvement ?  Oui  Non

4. Parmi les renseignements fournis à la question 1 ci-dessus. Est-ce que certains se rapportent à des résidents non canadiens ou à des sociétés non domiciliées au Canada ?  Oui  Non  S.O.

**B. Politiques en matière de sécurité des renseignements et de protection de la vie privée**

1. Veuillez indiquer si le proposant :	Oui	Non
a. dispose d'une personne spécialement affectée à la protection de la vie privée et à la sécurité des renseignements ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. d'une personne spécialement affectée au suivi de l'évolution des lois et des règlements relatifs à la protection de la vie privée et à la sécurité des renseignements ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. dispose de politiques, de normes et de procédures écrites officielles en matière de sécurité des renseignements et de protection de la vie privée pour l'administration de la sécurité des renseignements dans l'ensemble de son entreprise ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. dispose d'une politique écrite de conservation des documents qui prévoit l'élimination ou la suppression sécuritaire des documents sous forme papier ou électronique, des renseignements biométriques et des données lorsqu'ils ne sont plus nécessaires.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. stocke les données uniquement dans la mesure où elles sont nécessaires à la prestation de services.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. a soumis ses politiques en matière de sécurité des renseignements et de protection de la vie privée à l'examen d'un conseiller externe spécialisé dans le droit relatif au respect de la vie privée.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

- g. dispose d'un programme officiel de sensibilisation et de formation à la sécurité afin de soutenir et de communiquer aux employés les normes et politiques nouvelles et en vigueur.
- h. exige que chacun des membres de l'entreprise reçoive périodiquement une formation de sensibilisation à la lutte contre la fraude qui inclut, sans s'y limiter, la détection des escroqueries, notamment l'ingénierie sociale et le hameçonnage ?
- i. dispose d'une procédure officielle et exhaustive d'intégration des employés (y compris une vérification des antécédents, du casier judiciaire et de la note de crédit, des tests de dépistage de drogues, etc.)

2. Le proposant se conforme-t-il :	Oui	Non	S.O.
a. à la LPRPDE ou à toute autre législation ou réglementation provinciale sensiblement similaire en matière de protection de la vie privée ou de protection des renseignements sur la santé ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. au Règlement général sur la protection des données de l'UE ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. à la loi des États-Unis d'Amérique intitulée <i>Health Insurance Portability and Accountability Act</i> ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. à la loi californienne intitulée <i>Consumer Privacy Act</i> ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. à toute loi ou réglementation fédérale, provinciale, territoriale ou étatique relative aux renseignements biométriques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**C. Contrôles de sécurité des réseaux**

1. Est-ce que le proposant	Oui	Non
a. utilise des systèmes d'exploitation qui ne font pas l'objet d'un soutien obsolètes ? (p. ex., Windows XP ou Server 2003)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. évalue les applications et l'infrastructure afin de déceler les failles de sécurité les plus courantes (p. ex., OWASP Top 10, SANS 20) ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. remplace les paramètres d'usine par défaut (y compris les noms d'utilisateur et les mots de passe) pour s'assurer que ses systèmes de protection des renseignements sont configurés de façon sécuritaire ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. met en œuvre une stratégie de séparation des tâches pour les environnements de conception, de mise à l'essai et de production ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. vérifie au moins une fois par semaine l'existence de correctifs de sécurité pour ses systèmes et les met en œuvre dans un délai de 30 jours ? Si vous avez répondu « Non », veuillez donner un aperçu de votre processus d'application des correctifs de sécurité :	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

2. À quelle fréquence le proposant fait-il effectuer par un tiers des tests réguliers de pénétration du réseau et des applications ?

---

3. Est-ce que toutes les problématiques de gravité moyenne/élevée/critique obtenues dans le cadre du test le plus récent ont toutes fait l'objet d'un correctif ?  Oui  Non

4. À quelle fréquence le proposant procède-t-il à des évaluations officielles des risques ?

---

5. Le proposant effectue-t-il des sauvegardes régulières des données, des applications et des configurations de système ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, les sauvegardes sont-elles :

a. testées régulièrement afin de s'assurer que les données peuvent être restaurées ?  Oui  Non

b. stockées hors site et hors ligne ?  Oui  Non

c. chiffrées au repos ?  Oui  Non

6. Le proposant dispose-t-il des dispositifs suivants :	Oui	Non
a. un antivirus à jour ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. l'authentification multifacteur pour la connexion à distance à son réseau ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. l'authentification multifacteur pour l'accès aux utilisateurs privilégiés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. un réseau privé virtuel (RPV), un RPV SSL ou une technologie équivalente ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. un système de gestion des informations et des événements de sécurité (système SIEM) ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. une technologie de prévention des fuites de données ou d'autres programmes ou technologies similaires ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
g. un protocole d'authentification et de chiffrement Wi-Fi Protected Access de niveau 2 (WPA2) ou plus robuste sur le réseau sans fil du proposant ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
h. des pratiques et des contrôles en matière de mots de passe (longueur minimale du mot de passe, caractères et lettres majuscules) ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

7. Est-ce que le proposant :	Oui	Non
a. contrôle l'accès à son système pour s'assurer que les utilisateurs ont uniquement accès aux environnements appropriés nécessaires à leur travail ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. vérifie l'accès des utilisateurs afin de s'assurer que l'autorisation qui leur a été accordée n'excède pas les responsabilités liées à leur emploi ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, à quelle fréquence le faites-vous ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<hr/>		
c. supprime en temps utile l'accès d'une personne aux systèmes lorsqu'elle quitte l'entreprise ou lorsqu'elle n'a plus besoin de cet accès à des fins professionnelles ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dans quels délais ? _____		
d. limite l'accès physique à tous les lieux à votre propre personnel et seulement aux sous-traitants, mandataires ou visiteurs autorisés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

8. Le proposant applique-t-il les mesures suivantes pour contrôler l'accès aux centres de données et aux armoires réseau :	Oui	Non
a. badge d'accès	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. biométrie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. verrouillage automatique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. Alarme temporelle pour les portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**D. Plans d'intervention en cas d'incident, de continuité des activités et de reprise après catastrophe**

1. Le proposant dispose-t-il des plans officiels suivants :

- a. Plan d'intervention en cas d'incident en place ?  Oui  Non
- b. Plan de continuité des activités en place ?  Oui  Non
- c. Plan de reprise après catastrophe en place ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, à quelle fréquence ces plans sont-ils testés ?

2. Si le réseau du proposant subissait une perturbation, combien de temps faudrait-il pour le rétablir complètement ?

- 1-4 heures     4-8 heures     8-12 heures     12-24 heures     24-48 heures     48 heures et+

**E. Fournisseurs de services**

1. Chaque fois que le proposant confie des renseignements sensibles à des tiers, est-ce qu'il :	Oui	Non
a. exige par contrat que ces tiers protègent ces renseignements au moyen de mesures de niveau au moins équivalent aux siennes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. effectue des vérifications diligentes et raisonnables à l'égard de chacun de ces tiers afin de s'assurer que leurs mesures de protection des renseignements sensibles répondent à ses propres normes (p. ex., effectuer des vérifications de sécurité et de protection des renseignements personnels ou réviser les conclusions de vérificateurs indépendants en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels) ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. effectue des vérifications auprès de ces tiers au moins une fois par année afin de s'assurer qu'ils continuent de répondre aux normes de protection des renseignements sensibles ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. oblige par contrat ces tiers à prendre en charge sa défense et à l'indemniser s'ils contribuent à une atteinte à la protection des renseignements personnels, à la sécurité ou à la protection de la vie privée ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. oblige ces tiers à disposer de liquidités suffisantes ou à souscrire une assurance de responsabilité professionnelle d'un montant suffisant pour couvrir leur responsabilité découlant d'une atteinte à la vie privée ou à la protection des renseignements personnels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. demande des rapports SOC 2 ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**2. Fournisseurs de services réseautiques et de produits technologiques actuels (s'il y a lieu)**

Fournisseur(s) de services Internet \_\_\_\_\_

Fournisseur(s) de services infonuagiques \_\_\_\_\_

Hébergement de site Web \_\_\_\_\_

Services de collocation \_\_\_\_\_

Traitement de carte(s) de crédit \_\_\_\_\_

Services de gestion de la sécurité \_\_\_\_\_

Autre(s) \_\_\_\_\_

3. Quel pourcentage du revenu du proposant dépend directement d'un site Web accessible au public ? \_\_\_\_\_%
4. Selon le proposant, quelle est la durée minimale d'une interruption de système susceptible d'avoir une incidence mesurable sur ses revenus ?
- \_\_\_\_\_

**F. Renseignements personnels sur la santé**

1. Est-ce que le proposant traite, transmet, stocke ou utilise des renseignements personnels sur la santé (RPS) ?  Oui  Non

2. Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :	Oui	Non
a. une analyse des risques est-elle effectuée pour déterminer où ces RPS sont utilisés et stockés afin d'identifier les lacunes et les menaces éventuelles visant ces renseignements ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. l'accès aux RPS ou à leurs données est-il limité aux seules personnes qui en ont besoin ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. existe-t-il un plan d'intervention en cas d'incident spécifique aux RPS ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. les utilisateurs reçoivent-ils une formation sur la sécurité des RPS ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. les contrôles de sécurité des renseignements et de protection de la vie privée mentionnés ci-dessus sont-ils en place et peuvent-ils s'appliquer aux RPS en possession ou sous le contrôle du proposant ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**G. Renseignements relatifs aux cartes de paiement**

1. Le proposant accepte-t-il des paiements par carte de crédit/débit ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez passer à la section H, Cybercriminalité.

2. Le proposant a-t-il confirmé sa conformité à la norme PCI DSS (Normes de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement) ?  Oui  Non
- a. si oui, à quelle version de la norme PCI le proposant se conforme-t-il ? \_\_\_\_\_
- b. combien de transactions le proposant traite-t-il par année ? \_\_\_\_\_

- c. quel pourcentage des transactions du proposant sont traitées avec Europay, MasterCard, Visa (carte EMV à puce et à code NIP) ou un système de segmentation en unités similaire ? \_\_\_\_\_%

3. Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :	Oui	Non
a. avez-vous recours à la segmentation pour isoler les données PCI du reste du réseau de l'entreprise ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. avez-vous recours à la segmentation en unités pour supprimer le numéro de carte de crédit de la transaction ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. existe-t-il une politique et une procédure de mise en œuvre des correctifs sur les appareils aux points de vente ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. des restrictions de connectivité ont-elles été mises en place pour interdire l'accès à Internet à partir des appareils de point de vente ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. les appareils de points de vente sont-ils renforcés au moyen d'une liste blanche d'applications ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. le chiffrement de bout en bout est-il utilisé à partir du moment où les données relatives à la carte de crédit sont lues par l'appareil de point de vente ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Veuillez indiquer si les données suivantes sont sous la garde, les soins ou le contrôle :	Oui	Non
a. données de la carte de crédit pendant la durée de la transaction	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. données de la carte de crédit stockées en vue d'un usage ultérieur (tous les chiffres sont masqués, à l'exception des 4 derniers)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. données de la carte de crédit stockées en vue d'un usage ultérieur (numéro de carte non masqué, y compris les données de la piste 2)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

## H. Cybercriminalité

(À remplir uniquement si le proposant demande l'assurance des Cyberrisques)

1. Est-ce que le proposant :	Oui	Non
a. dispose de procédures en place pour vérifier la réception des stocks, des fournitures, des biens ou des services à partir d'une facture avant de payer un fournisseur ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. dispose d'une politique écrite sur les virements électroniques de fonds ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. accepte des instructions de virement de fonds ou des modifications des données du compte provenant de sources internes (employés, etc.) ou externes (clients, fournisseurs, etc.) par téléphone, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication électronique ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, avant de donner suite aux instructions, est-ce que le proposant authentifie ces instructions au moyen d'une méthode autre que la méthode de contact initiale ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
d. restreint le pouvoir d'exécuter des virements électroniques à certains employés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. restreint l'accès au portail des services bancaires en ligne utilisé pour effectuer des virements électroniques à des utilisateurs et à des terminaux particuliers ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

- f. exige une double autorisation pour les paiements ou les virements de fonds d'un certain montant ? ○ ○  
 Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, quel est ce montant ? \$ \_\_\_\_\_
- g. dispose de politiques et de procédures différentes pour les virements électroniques de fonds internationaux ? Si oui, veuillez fournir une explication sur une feuille séparée jointe à la présente proposition ? ○ ○

2. Quel est le nombre moyen de virements de fonds effectués chaque mois ? \_\_\_\_\_
3. Quel est le montant moyen d'un seul virement de fonds ? \$ \_\_\_\_\_
4. Quel est le montant le plus élevé pouvant être viré ? \$ \_\_\_\_\_

**VIII. PARTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DES MÉDIAS**

(À remplir uniquement si le proposant demande l'assurance de responsabilité civile des médias)

**A. Type d'assurance**

1. Type d'assurance :  Sur base des réclamations présentées  Sur base de la survenance des dommages
2. Garanties supplémentaires facultatives assujetties à une sous-limite (À remplir uniquement si le proposant demande cette garantie)
- a. Aide en cas d'assignation à témoigner : \$ \_\_\_\_\_
- b. Événement lié au premier amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique : \$ \_\_\_\_\_

**B. Budget de marketing et de publicité**

Veuillez indiquer le budget de publicité/marketing pour les exercices financiers de 12 mois suivants

Exercice précédent		Exercice courant		Exercice suivant (prévisions)	
Canada	International	Canada	International	Canada	International
\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

**C. Gestion des risques liés aux contrôles des médias**

(si le proposant est une agence de publicité ou de relations publiques ou s'il est engagé dans la distribution de médias, veuillez remplir le supplément visant les agences de publicité ou les distributeurs)

1. Le proposant dispose-t-il d'un service juridique interne possédant une expérience en droit des médias ? ○ Oui ○ Non
2. Combien de marques de commerce ou de service le proposant possède-t-il actuellement ? \_\_\_\_\_
3. Pour la période d'assurance proposée, le proposant prévoit-il d'utiliser l'une de ses marques de commerce ou de service actuelles dans le cadre d'une ou de plusieurs nouvelles catégories de produits ou de services avec lesquelles ces marques n'ont pas encore été utilisées ? ○ Oui ○ Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez préciser :

\_\_\_\_\_

4. Le proposant fait-il appel à des avocats externes spécialisés dans le droit des marques de commerce pour la conception ou l'utilisation de ses marques et de ses produits ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir le nom du cabinet ou de l'avocat retenu :

---

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez expliquer :

---

5. Le proposant effectue-t-il toujours des recherches d'antériorité lorsqu'il lance une nouvelle marque ou qu'il étend une marque à de nouvelles catégories de produits ou de services ?  Oui  Non

6. Le proposant crée-t-il du matériel publicitaire ou de marketing à l'interne ou fait-il appel à une agence de publicité externe ?  À l'interne  Agence externe

Si vous avez répondu « Agence externe » à la question ci-dessus, l'agence a-t-elle accepté d'indemniser le proposant en cas de réclamation découlant du contenu créé par elle ?  Oui  Non

7. Le proposant fait-il de la publicité comparative ?  Oui  Non

8. Le proposant a-t-il recours à des sites Web ou aux médias sociaux pour annoncer ou promouvoir ses produits ou services ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

- a. les sites Web ou les médias sociaux sont-ils contrôlés et exploités par des employés du proposant qui sont affectés à ces plateformes ?  Oui  Non

b. veuillez indiquer les sites Web et les comptes de médias sociaux ainsi utilisés :

---

9. Le proposant dispose-t-il d'une politique écrite en matière de médias sociaux destinée aux employés ?  Oui  Non

10. Le proposant dispose-t-il d'une procédure pour effectuer l'examen juridique de l'ensemble du contenu publicitaire, de marketing et promotionnel, y compris le contenu des sites Web et des médias sociaux, avant sa diffusion ?  Oui  Non

11. Le proposant dispose-t-il de procédures permettant de s'assurer que les nouveaux employés n'utilisent pas ou ne mettent pas à profit des secrets commerciaux ou d'autres propriétés ou renseignements confidentiels provenant d'employeurs antérieurs ?  Oui  Non

12. Si le proposant se consacre à la conception ou à la distribution de logiciels, est-ce qu'un avocat extérieur spécialisé dans les domaines juridiques pertinents intervient ou est consulté pendant le processus de conception ?  Oui  Non

13. Le proposant a-t-il recours à des contrats écrits dans le cadre de ses activités médiatiques telles que la publicité, le marketing, etc. ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez expliquer :

---

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

- a. Veuillez indiquer le pourcentage des contrats standards du proposant qui sont utilisés par rapport aux contrats des clients/fournisseurs :
- i. Contrats standards du proposant : \_\_\_\_\_ %
- ii. Contrats des clients/fournisseurs : \_\_\_\_\_ %
- b. Est-ce que chacun des contrats renferme (cochez toutes les cases applicables) :
- i.  une stipulation d'exonération de garanties
- ii.  une clause de règlement extrajudiciaire des différends
- iii.  une exclusion des dommages-intérêts indirects
- iv.  une exonération de responsabilité/convention d'indemnisation en faveur du proposant
- v.  une limitation de responsabilité
- vi.  un choix du territoire de compétence et de la loi applicable
- vii.  un énoncé des travaux/ cahier des charges
- viii.  une clause de force majeure
- ix.  des balises de rendement/un calendrier des échéances au chapitre du rendement

14. Parmi les procédures suivantes de contrôle de la qualité et de gestion des risques, veuillez indiquer celles qui sont appliquées par le proposant dans le cadre de ses activités médiatiques (cochez toutes les cases applicables) :

- a.  Examen juridique et approbation de la publicité ou du contenu par l'avocat interne
- b.  Conduite et politique en matière de contenu des sites Web et des médias sociaux
- c.  Vérification des faits liés au contenu publié
- d.  Retardateur de diffusion utilisé pour les transmissions et diffusions en direct
- e.  Recours à des contrats de travail à la commande pour la publicité et le contenu créé par des tiers, y compris des pigistes
- f.  Examen juridique et approbation de la publicité et du contenu par un avocat externe spécialisé dans les domaines juridiques pertinents
- g.  Approbation du client avant la diffusion du contenu
- h.  Procédures de correction/rétraction
- i.  Confirmation de l'existence d'accords d'autorisation pour les contenus de tiers utilisés, y compris les photos, les vidéos/films, la musique, etc.
- j.  Formation des employés sur la diffamation et les réclamations connexes
- k.  Formation des employés sur le droit d'auteur, les marques déposées et autres réclamations relatives au contenu

- l.  Gestionnaire de risques au sein de l'entreprise
- m.  Confirmation de l'obtention d'une autorisation de la part de toutes les personnes représentées dans la publicité ou le contenu

**IX. PARTIE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE ET TECHNOLOGIE**

(À remplir uniquement si le proposant demande l'assurance responsabilité professionnelle et technologie)

**A. Revenus en pourcentage**

1. Veuillez estimer le pourcentage total des revenus tirés des activités suivantes liées à la technologie et aux télécommunications :

Techn. - Logiciel et services	Pourcentage	Techn. - Matériel et équipement	Pourcentage
Fourniture de services d'application	_____%	Fabrication de matériel technologique	_____%
Conception de logiciel sur mesure	_____%	Fabrication de matériel informatique	_____%
Traitement de données et services externalisés	_____%	Stockage informatique et périphériques	_____%
Enregistrement de nom de domaine	_____%	Fabrication de matériel électronique	_____%
Gestion de l'information	_____%	Services de fabrication électronique	_____%
Fourniture de services Internet	_____%	Fabrication de matériel électronique de bureau	_____%
Consultation TI	_____%	Semiconducteurs	_____%
Logiciels et services de sécurité de réseaux	_____%	Distribution de produits technologiques	_____%
Conception/vente de logiciels prêts à l'emploi	_____%	Autre (décrire) _____	_____%
Conception et intégration de système	_____%		
Soutien/réparation technique et entretien	_____%	<b>Telecommunication</b>	<b>Percentage</b>
Portail Web	_____%	Fournisseur alternatif	_____%
Construction et conception de sites Web	_____%	Services de télécommunications intégrés	_____%
Autre (décrire) _____	_____%	Services de télécommunications sans fil	_____%

2. Veuillez estimer le pourcentage total des revenus provenant des activités suivantes liées aux services professionnels :

Services professionnels divers	Pourcentage	Services professionnels divers	Pourcentage
Règlement extrajudiciaire des différends	_____%	Courtage en location de matériel	_____%
Permanence téléphonique	_____%	Mentorat de cadres	_____%
Responsabilité professionnelle des associations	_____%	Agence de recherche de cadres	_____%
Gestion d'association	_____%	Témoins experts	_____%

Services de facturation	_____%	Franchisage	_____%
Services de tenue de livres	_____%	Transitaires	_____%
Courtage d'entreprise	_____%	Services de gestion optimale des commandes	_____%
Externalisation de processus d'entreprise	_____%	Gestion hôtelière	_____%
Services de centre d'appels	_____%	Consultation en ressources humaines	_____%
Expertise en sinistres	_____%	Soutien des recours en justice	_____%
Services de consultation	_____%	Consultation/recherche en marketing	_____%
Services de messagerie	_____%	Planification de réunions/d'événements	_____%
Services de sténographie judiciaire	_____%	Notariat	_____%
Services d'agences d'évaluation du crédit	_____%	Traitement de la paie	_____%
Ccourtier en douane	_____%	Placement permanent	_____%
Services de publipostage	_____%	Gestion de cabinet de médecins	_____%
Service de destruction de documents	_____%	Financement des primes	_____%
Services d'entreposage de documents	_____%	Traduction / transcription	_____%
Dépistage de drogues	_____%	Agence de voyages	_____%
Tests pédagogiques	_____%	Services fiduciaires	_____%
Présélection de candidats à un emploi	_____%		
Autre (décrire) :	_____		_____%

**B. Renseignements sur la clientèle**

1. Fournissez les renseignements demandés ci-dessous sur les cinq plus gros clients du proposant (en pourcentage du revenu brut total enregistré au dernier exercice) :

Client	Taille du contrat	Durée du contrat	Description des services
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

2. Quel est le pourcentage des ventes réalisées auprès des clients réguliers ? \_\_\_\_\_%

3. Veuillez indiquer le niveau du savoir-faire technique du client moyen du proposant :

- a.  Faible
- b.  Moyen
- c.  Élevé

4. Le proposant dispose-t-il de procédures permettant d'évaluer la situation financière et la légitimité de tous les nouveaux clients ?  Oui  Non

5. Veuillez indiquer le pourcentage de produits et de services que le proposant fournit aux segments de clientèle suivants :

Segment de clientèle	Pourcentage des services/produits
Clientèle d'entreprises	_____ %
Clientèle de particuliers	_____ %
Gouvernement fédéral canadien	_____ %
Gouvernements provinciaux et locaux canadiens	_____ %
Gouvernements étrangers	_____ %

6. Veuillez indiquer le pourcentage des revenus tirés des secteurs d'activité suivants :

Secteur d'activité	Pourcentage des revenus	Secteur d'activité	Pourcentage des revenus
Aérospatial et défense	_____ %	Services financiers	_____ %
Automobiles et pièces	_____ %	Soins de santé	_____ %
Produits chimiques	_____ %	Technologie de l'information	_____ %
Construction et ingénierie	_____ %	Médias	_____ %
Services aux consommateurs	_____ %	Pétrole, gaz et services publics	_____ %
Matériel électrique	_____ %	Détail	_____ %
Équipements et services énergétiques	_____ %	Télécommunications	_____ %

**C. Procédures contractuelles**

1. Le proposant exige-t-il la conclusion d'un contrat ou d'une entente par écrit pour toutes les engagements ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, quel pourcentage des contrats sont conclus par écrit ? \_\_\_\_\_ %

2. Le proposant tient-il à jour et applique-t-il un processus d'examen contractuel ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, ce processus comprend-il un examen par un avocat extérieur spécialisé en droit des obligations contractuelles ?  Oui  Non

3. Le proposant dispose-t-il d'un contrat écrit standard qu'il se propose d'utiliser dans le cadre de la plupart des engagements ?  Oui  Non
4. Veuillez indiquer le pourcentage des contrats faisant intervenir le contrat standard du proposant, le contrat du client ou une combinaison des deux :
- a. Standard : \_\_\_\_\_%    b. Client : \_\_\_\_\_%    c. Combinaison : \_\_\_\_\_%
5. Veuillez indiquer les dispositions contractuelles que le proposant utilise dans la plupart de ses contrats (cochez toutes les cases applicables) :
- a.  Stipulation d'exonération de garanties
- b.  Règlement des différends
- c.  Exclusion des dommages-intérêts indirects
- d.  Recours exclusifs
- e.  Force majeure
- f.  Exonération de responsabilité en faveur du proposant
- g.  Limitation de responsabilité
- h.  Balise de rendement
- i.  Énoncé des travaux
- j.  Choix du territoire de compétence et loi applicable
6. Le proposant dispose-t-il d'un processus officiel d'acceptation du client ?  Oui  Non
7. Les étapes de réalisation sont-elles acceptées sous réserve d'une signature par les deux parties ?  Oui  Non
8. Les modifications apportées en cours de contrat sont-elles documentées et signées par les deux parties ?  Oui  Non

**D. Renseignements sur les antécédents de l'entreprise**

1. Le proposant a-t-il des comptes clients concernant des contrats de services professionnels ou technologiques qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours ?  Oui  Non
2. Au cours des cinq dernières années, le proposant a-t-il intenté des poursuites en justice contre des clients pour cause de non-paiement de frais contractuels ou de droits de licence ?  Oui  Non
3. Au cours des cinq dernières années, des clients ont-ils retenu des paiements ou demandé le remboursement d'honoraires du fait que les produits/services du proposant :
- a. n'ont pas répondu aux attentes du client en matière de rendement ?  Oui  Non
- b. n'ont pas été conformes aux garanties ou engagements du proposant ?  Oui  Non

**E. Procédures de contrôle de la qualité**

1. Le proposant a-t-il recours aux services d'un gestionnaire du risque ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez indiquer qui s'occupe des questions se rapportant à l'assurance :

---

2. Le proposant dispose-t-il de politiques et de procédures de gestion des plaintes des clients ?  Oui  Non

3. Le proposant a-t-il recours à une procédure de remontée des paliers hiérarchiques pour répondre aux plaintes des clients ?  Oui  Non

4. Veuillez indiquer quelles procédures de contrôle de la qualité sont en place (cochez toutes les cases applicables) :

- a.  Essai alpha
- b.  Service à la clientèle par courriel
- c.  Essai bêta
- d.  Formation officielle des nouveaux employés
- e.  Plan de continuité des activités commerciales
- f.  Conception de prototypes
- g.  Sélection de la clientèle
- h.  Attestation des fournisseurs
- i.  Service à la clientèle par l'entremise d'un numéro de téléphone sans frais
- j.  Lignes directrices écrites en matière de contrôle de la qualité
- k.  Service à la clientèle par l'entremise d'un portail Web

**F. Travaux confiés en sous-traitance**

1. Le proposant sous-traite-t-il des services professionnels ou des travaux de fabrication afin de respecter ses engagements envers les clients ?  Oui  Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

- a. Quels services professionnels ou travaux de fabrication le proposant sous-traite-t-il pour respecter ses engagements ?

---

- b. Quel pourcentage de ses services et travaux le proposant sous-traite-t-il ? \_\_\_\_\_ %

2. Le proposant a-t-il recours à un contrat de sous-traitance standard ?  Oui  Non

3. Le proposant exige-t-il une preuve d'assurance de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle de ses sous-traitants ?  Oui  Non

**DÉCLARATIONS DU PROPOSANT**

(À remplir par le proposant)

Les déclarations du proposant s'appliquent à toutes les garanties qui ont été demandées dans le cadre de la présente proposition.

**1. Déclaration particulière applicable aux garanties suivantes seulement (si elles doivent faire partie de la police) :**

Dans le cas des garanties désignées par un crochet ci-dessous, le proposant détient une assurance soit auprès de CNA soit auprès d'un autre assureur :

Garantie	La garantie est en place depuis :
<input type="checkbox"/> Cyberrisques	_____
<input type="checkbox"/> Responsabilité civile des médias	_____
<input type="checkbox"/> Responsabilité professionnelle et technologie	_____

Le proposant demande la continuité de ces garanties et la déclaration du proposant ci-dessous ne s'applique pas à ces garanties.

Si aucune case n'est cochée ci-dessus, la présente déclaration du proposant s'applique à ces garanties si celles-ci sont demandées dans la proposition, sous réserve de ce qui suit :

Déclaration du proposant - Aucune des personnes à assurer aux termes de quelque partie d'assurance que ce soit n'est responsable ou n'est au courant d'un acte préjudiciable ou d'un fait, d'une circonstance ou d'une situation susceptibles selon elle de donner lieu à une réclamation future ou à des dommages subis par l'assuré, sauf ce qui suit :

- Oui, les présentes déclarations comportent des exceptions (veuillez joindre des précisions)
- Non, les présentes déclarations ne comportent aucune exception

Si un acte préjudiciable, un fait, une circonstance ou une situation susceptible selon le proposant de donner lieu à une réclamation future ou à des dommages subis par l'assuré, que cet acte préjudiciable, ce fait, cette circonstance ou cette situation soit déclaré ci-dessous ou non, le proposant reconnaît et convient, à moins que la police d'assurance envisagée ne prévoie expressément autrement, que tout sinistre, toute réclamation, toute action ou tout dommage subi par l'assuré liés, attribuables ou consécutifs à cet acte préjudiciable, à ce fait, à cette circonstance ou à cette situation sera exclue de l'assurance conformément aux dispositions de la proposition d'assurance.

**2. Déclarations applicables à toutes les garanties devant faire partie de la présente police :**

Le proposant déclare, après enquête menée avec diligence, que les renseignements contenus dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ou tout formulaire devant accompagner les présentes sont vrais, exacts et complets et qu'aucun fait essentiel n'a fait l'objet d'une réticence ou d'une fausse déclaration. Le proposant reconnaît une obligation continue de déclarer dès que possible à la compagnie CNA (la « Compagnie »), à qui il soumet la présente proposition, tout changement important ayant lieu après la signature de la proposition et avant l'établissement de la police. Le proposant reconnaît par ailleurs que la Compagnie aura le droit de retirer toute soumission, autorisation ou entente en suspens ou de la modifier en fonction de ces changements. De plus, le proposant comprend et reconnaît que :

- le fait de remplir la présente proposition et toute proposition ou tout formulaire supplémentaire n'oblige pas la Compagnie à émettre une police;
- si une police est émise, la Compagnie s'est fondée sur les déclarations faites dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ainsi que sur d'autres déclarations faites à la Compagnie conjointement avec la présente proposition;
- toutes les propositions supplémentaires, tous les énoncés et tout autre matériel fournis à la Compagnie conjointement avec la

présente proposition sont incorporés par renvoi à la présente proposition et en font partie intégrante;

- d. la présente proposition constituera le fondement du contrat et sera incorporée par renvoi à cette police et en fera partie intégrante;
- e. si une police est émise, le paiement des sinistres, des frais de défense et des dépenses aura pour effet de réduire le montant de garantie prévu par la police et pourra même l'épuiser complètement. En ce cas, la Compagnie ne prendra pas en charge la partie des sinistres, des frais de défense et des dépenses qui excède le montant de garantie de la police;
- f. si une police est émise, les frais de défense et les dépenses engagés seront assujettis au montant de la franchise ou de la rétention prévue par la police;
- g. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle :
  - i. une réclamation présentée contre lui ou des dommages subis par l'assuré découverts pour la première fois pendant la présente période d'assurance; ou
  - ii. un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptibles de donner lieu à une réclamation ou à des dommages subis par l'assuré, avant l'expiration de la police actuelle, peut créer une lacune en matière d'assurance.

### AVIS DE FRAUDE

Toute personne qui, sciemment et dans l'intention de frauder une compagnie d'assurance ou une autre personne, présente une proposition d'assurance renfermant des renseignements qui sont faux ou incomplets, ou qui, dans le but de tromper, dissimule des renseignements concernant des faits essentiels à l'appréciation des risques, commet une fraude d'assurance, qui est un crime passible d'amendes civiles et de sanctions pénales.

Le proposant, par l'entremise du représentant autorisé soussigné, reconnaît par les présentes que les déclarations et réponses susmentionnées sont exactes et complètes. Le proposant comprend par ailleurs qu'une déclaration inexacte ou incomplète peut donner lieu à une exclusion ou au refus de l'assurance. De plus, le proposant autorise les sociétés d'assurance CNA à communiquer les renseignements figurant dans la présente proposition ainsi que l'information de souscription connexe.

### Proposant :

Par : \_\_\_\_\_  
*Signature et titre\** *Nom du représentant autorisé en caractères d'imprimerie*

Date : \_\_\_\_\_

**\* La présente proposition doit être signée par le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation, l'avocat général ou le gestionnaire du risque du proposant en sa qualité de représentant autorisé des personnes et entités à assurer. Veuillez imprimer et signer la présente proposition.**

Note : Aux fins de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada), le présent document a été rédigé dans le cadre des activités de souscription d'assurance de la Continental Casualty Company au Canada.